DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 1 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE (LA RÉGIE) RELATIVE À LA DEMANDE DE MODIFICATION DE DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DE LA FIABILITÉ AU QUÉBEC– Phase 2

DOSSIER CONTINU

1. Références : (i) Pièce B-0011, p. 13 et 14;
(ii) Pièce B-0011, p. 15;
(iii) Pièce B-0011, p. 15 et 16.

Préambule :

(i) « ***6.1 Les objectifs d'un Dossier continu***
[…]
En proposant un Dossier continu, le Coordonnateur vise plusieurs objectifs :

- *Réduire les délais réglementaires inhérents au processus d'adoption des normes de fiabilité et permettre aux entités de l'Interconnexion du Québec d'œuvrer plus rapidement dans un régime de fiabilité cohérent avec les juridictions voisines;*

- *Permettre à la Régie de continuer de traiter adéquatement tous les enjeux soulevés par les entités visées;*

- *Permettre à la Régie d'assurer un déroulement simple, rapide et équitable des demandes;*

- *Simplifier et permettre d'accélérer la procédure en regroupant les projets de normes déposées par le Coordonnateur dans un seul dossier inscrit au greffe de la Régie. Cela faciliterait, entre autres, la consultation et la participation des entités visées au dossier tout en permettant, de manière concomitante, au personnel de la Régie et à la formation déjà assignée au dossier d'effectuer l'examen des normes. Les entités visées par les normes de fiabilité seraient reconnues à titre d'intervenantes une seule fois pour tout le déroulement du dossier;*

- *Permettre aux entités visées de s'informer des normes déposées par le Coordonnateur auprès d'un seul dossier de référence. Selon le Coordonnateur, le traitement simultané de plusieurs dossiers de normes de fiabilité ouverts à la Régie rend l'accessibilité difficile pour les entités visées, qui ne sont pas toutes des intervenantes familières avec le processus réglementaire de la Régie. Le Coordonnateur entrevoit que le Dossier continu permettrait une plus grande participation des entités et une plus grande flexibilité dans les modes procéduraux. En effet, certains projets de normes et documents afférents sont interreliés, même s'ils ne font pas nécessairement partie du même projet de la NERC ou du*

> *Coordonnateur. En regroupant les éléments dans un même dossier, les entités pourraient plus facilement consulter et comprendre les différents liens de dépendance ou les références à d'autres projets*.

Des modifications au Registre sont souvent requises en raison de l'adoption ou du retrait de normes de fiabilité. À l'heure actuelle, la Régie est saisie de plusieurs demandes de modifications du Registre dans divers dossiers, ce qui requiert plusieurs modifications, dépôts de documents par le Coordonnateur, analyses et décisions par la Régie et par différents régisseurs. Toutes ces modifications pourraient se faire selon une séquence plus logique et ordonnée, sous la supervision d'une seule formation de régisseur(s) pour la durée du Dossier continu ». [nous soulignons et nous omettons les notes de bas de page]

(ii) « ***6.2 Les modalités d'application du Dossier continu***

Un Dossier continu porterait le nom générique de « Demande d'adoption de normes de fiabilité » alors que chaque projet de modification de normes ferait l'objet d'une demande précise dans le cadre de ce Dossier continu. Une décision serait rendue par la Régie selon le processus mentionné plus haut pour chaque projet de normes qui lui serait soumis.

À la lumière de l'expérience vécue, le Coordonnateur estime qu'une durée d'environ deux ans par Dossier continu serait appropriée.

Rien n'exige que les projets de modification et d'adoption de normes soient traités dans le cadre de numéros de dossiers distincts inscrits au greffe de la Régie. Le dossier R-3699-2009 est un exemple de dossier où, en cours de traitement du dossier, des normes (1) se sont ajoutées puis ont été adoptées, (2) ont été retirées, (3) ont fait l'objet d'une nouvelle version qui a été adoptée. L'exemple des regroupements par blocs des normes soumises aux dossiers R-3944-2015, R-3949--2015 et R-3957-2015 est au même effet. Ainsi, rien n'empêche l'instauration d'un Dossier continu, ni dans les règlements, ni dans les lois applicables à la Régie de l'énergie ». [nous soulignons]

(iii) « ***6.3 Les gains d'un Dossier continu***

Un Dossier continu amènerait des gains en termes de délais procéduraux en ce qui a trait aux étapes suivantes :

- *Dépôt des demandes à la Régie par le Coordonnateur dans le cadre du Dossier continu : aucune intervention du greffe de la Régie pour l'ouverture d'un nouveau dossier et les documents déposés apparaîtraient immédiatement dans le système de dépôt électronique (SDE) de la Régie;*

- *Désignation d'une formation de régisseur(s) : une même formation de régisseur(s) pourrait être saisie du Dossier continu et aucune nouvelle désignation de régisseur ne serait requise lors d'une nouvelle demande d'adoption, de retrait ou de mise à jour de normes formulées par le Coordonnateur;*

- *Reconnaissance des intervenants : le Coordonnateur serait ouvert à l'idée que la Régie reconnaisse d'emblée les entités assujetties aux normes de fiabilité qui en font la demande à titre d'intervenantes afin qu'elles puissent faire des représentations à une éventuelle audience, dès qu'elles remplissent les critères prévus au Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie, et ce, pour toute la durée d'un Dossier continu. Si une nouvelle demande du Coordonnateur interpelle une entité qui ne s'est pas encore manifestée dans un Dossier continu, cette entité pourrait demander le statut d'intervenante auprès de la Régie ou soumettre des observations. De même, toute entité pourrait se retirer du dossier si elle ne désire plus y intervenir* » [nous soulignons et nous omettons les notes de bas de page omise].

Demandes :

1.1 Veuillez élaborer sur « la séquence plus logique et ordonnée » envisagée par le Coordonnateur en lien avec plusieurs demandes de modification au Registre dans le cadre d'un même Dossier continu (référence (i)).

1.2 Veuillez expliquer et justifier en quoi un Dossier continu constitue un allégement, entre autres et sans s'y restreindre, dans les situations suivantes :

1.2.1 Des demandes amendées d'adoption de normes préalablement déposées pour adoption dans le même Dossier continu.

1.2.2 Des demandes amendées d'adoption d'une modification au Glossaire associées à l'adoption par la Régie d'une norme parmi l'ensemble des normes faisant l'objet du Dossier continu.

1.2.3 Des demandes amendées d'approbation de modifications au Registre associées à l'adoption par la Régie d'une norme parmi les normes faisant l'objet du Dossier continu.

1.3 Veuillez préciser de quelle façon le Coordonnateur prévoit déposer les normes adoptées, les modifications au Glossaire adoptées et les modifications au Registre approuvées par la Régie en cours de traitement du Dossier continu.

1.4 Veuillez expliquer en quoi un dossier continu comportant plusieurs projets individuels d'adoption de normes constitue un allègement en matière de gestion de documents par rapport à plusieurs dossiers d'adoption de normes regroupées logiquement en fonction de leur interrelation.

1.5 Veuillez clarifier la proposition du Coordonnateur à l'égard de la durée de deux ans du Dossier continu, (référence (ii)).

1.5.1 Veuillez, entre autres et sans s'y restreindre, clarifier la proposition du Coordonnateur dans les situations suivantes :

1.5.1.1 Des demandes d'adoption de nouvelles normes sont déposées au dossier continu dans un délai de trois mois avant son échéance.

1.5.1.2 Le Coordonnateur initie un nouveau Dossier continu alors qu'un autre dossier continu est déjà en cours d'examen.

1.5.2 Veuillez préciser si le Coordonnateur voit dans ce délai de deux ans une borne temporaire à respecter ou une évaluation des temps requis pour traiter de toutes les demandes d'adoption de normes qu'il prévoit déposer à court terme.

1.5.3 Veuillez soumettre vos commentaires pour ce qui est d'instaurer un Dossier continu de durée indéterminée.

1.6 Veuillez préciser quels sont les gains spécifiques aux activités réglementaires du Coordonnateur qui seraient amenés par l'instauration d'un Dossier continu.

1.7 En ce qui a trait à la reconnaissance d'intervenants :

1.7.1 Veuillez soumettre vos commentaires pour ce qui est du dépôt, par les personnes intéressées, d'un budget prévisionnel relatif aux demandes de paiement des frais des intervenants pour tout le déroulement d'un Dossier continu.

1.7.2 Veuillez soumettre vos commentaires pour ce qui est du remboursement des frais des intervenants pour tout le déroulement d'un Dossier continu.

1.8 En lien avec la proposition de Dossier continu, veuillez préciser comment procède la NERC aux fins de ses demandes d'approbation de norme soumises à la FERC.

SÉANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

2. Référence : Pièce B-0011, p. 11.

Préambule :

« *Le Coordonnateur a déjà déposé une justification, dans le présent dossier, pour simplifier le processus de consultation publique portant sur les dossiers de normes de fiabilité déposées à la Régie. En effet, sur la base de l'expérience acquise depuis 2011, le Coordonnateur est d'avis que le processus actuel de consultation préalable des entités, tel qu'il a été approuvé par la décision de la Régie D-2011-139, ne permet pas de bien recenser tous les impacts et la pertinence des normes à être déposées auprès des entités visées et est redondant avec le processus réglementaire de la Régie. En effet, le Coordonnateur constate que la participation des entités visées aux rencontres d'échanges demeure faible et que peu de commentaires sont transmis au Coordonnateur pendant la période de consultation, conférant au processus peu de valeur ajoutée*. » [nous soulignons]

Demandes :

2.1 Veuillez fournir une description du déroulement typique d'une séance de consultation publique préalable au dépôt de norme pour adoption (Consultation publique) en précisant les rôles et les champs d'expertise des représentants du Coordonnateur participant à ces séances.

2.2 Veuillez produire la liste des entités visées par les normes de fiabilité ayant participé à au moins une Consultation publique depuis leur création.

2.3 Veuillez expliquer en quoi le processus actuel de consultation préalable des entités ne permet pas de bien recenser tous les impacts et la pertinence des normes, outre la faible participation des entités et le nombre réduit de commentaires qui sont transmis au Coordonnateur.

2.3.1 Veuillez expliquer de quelle façon le Coordonnateur évalue préliminairement l'impact et la pertinence de chacune des normes déposées pour adoption.

2.3.2 Veuillez expliquer en quoi cette évaluation est bonifiée pendant la période de consultation.

2.3.3 Veuillez expliquer en quoi le fait d'avoir une faible participation des entités et un nombre réduit de commentaires empêche le Coordonnateur de bien recenser l'impact et la pertinence de chacune des normes déposées pour adoption.

PROCESSUS DE CONSULTATION ET GROUPE PERMANENT

3. Références : (i) Pièce B-0011, p. 4;
(ii) Pièce B-0011, p. 11 et 12;
(iii) Pièce B-0004, p. 9.

Préambule :

(i) « […] *Les modifications proposées au processus de consultation publique des dossiers portant sur les normes de fiabilité déposées à la Régie consistent principalement à retirer l'obligation de tenir des consultations publiques préalables aux demandes d'adoption des normes de fiabilité et à ajouter la tenue de séances de travail préalables aux demandes d'adoption des normes de fiabilité.* […] » [nous soulignons]

(ii) « […] *Le Coordonnateur est d'avis que la mise en place d'un groupe de travail permanent, comprenant les ressources techniques des participants, du Coordonnateur et de la Régie permettra de faire progresser les dossiers plus rapidement et constituerait un allégement réglementaire*

Par le processus présenté en annexe de la demande en phase 1 du présent dossier, le processus de consultation débuterait par l'envoi aux entités visées de l'avis de dépôt dans le Dossier continu à la Régie, ainsi que par la publication des documents proposés. Le processus serait suivi d'une convocation par la Régie des différentes parties à une séance de travail pour identifier, traiter et résoudre les enjeux de texte et de fond, le cas échéant. Selon le Coordonnateur, cette étape peut avantageusement remplacer une étape de consultation publique par écrit. » [nous soulignons]

(iii) « ***Processus de consultation dans le cadre d'un dossier continu***

1. Le Coordonnateur de la fiabilité reçoit les propositions portant sur une norme de fiabilité spécifique au Québec ou propose une norme NERC ou NPCC approuvée par la FERC;

2. Le Coordonnateur de la fiabilité dépose pour adoption ou approbation à la Régie un projet comprenant :

- *Les normes de fiabilité proposées;*
- *Un sommaire décrivant les nouvelles normes et les modifications proposées aux normes adoptées par la Régie;*
- *Une évaluation préliminaire de la pertinence et des impacts des normes proposées;*
- *Lorsqu'applicable, l'annexe afférente à chaque norme proposée contenant les aspects normatifs à caractères technique et administratif propres à l'Interconnexion du Québec;*
- *Le registre des entités; et*

- *Le glossaire des termes et acronymes relatifs aux normes de fiabilité.*

3. Le Coordonnateur de la fiabilité publie sur son site internet un lien vers les documents proposés dans le projet, si requis.

4. Le Coordonnateur de la fiabilité diffuse un avis de dépôt dans le dossier continu traitant de l'adoption des normes de fiabilité sur son site internet et le transmet à la Régie de l'énergie, à la NERC, au NPCC et à toutes les entités inscrites au registre des entités visées par les normes de fiabilité ainsi qu'à toute nouvelle entité à inscrire au registre.

5. La Régie convoque une séance de travail afin de discuter de l'évaluation de la pertinence et des impacts des normes proposées, de même que les documents proposés;

6. Suite aux engagements pris pendant les séances de travail auxquels participent la Régie, les entités visées et le Coordonnateur, le Coordonnateur :

- *Dépose les réponses aux engagements à la Régie;*
- *Publie un lien sur son site internet vers ses réponses, si requis;*
- *Intègre des modifications aux documents du projet, si pertinentes;*
- *Intègre les commentaires et les intrants retenus à l'évaluation de la pertinence et des impacts des normes qu'il déposera au soutien de la demande visant l'adoption des normes proposées.* »

Demandes :

3.1 Veuillez concilier les références (i) et (ii) en ce qui à trait à la séquence chronologique des séances de travail d'un groupe permanent et des dépôts pour adoption par la Régie des normes faisant l'objet desdites séances.

3.2 Veuillez commenter l'opportunité de former un groupe de travail public, indépendant, permanent et représentatif des entités visées au Québec dont les activités seraient en amont de l'élaboration du dossier réglementaire.

3.3 Veuillez fournir les raisons pour lesquelles le Coordonnateur regroupe à l'étape 1 du processus de consultation proposé (le Processus de consultation) les activités suivantes :

a) réception de propositions portant sur une norme de fiabilité spécifique au Québec et;
b) proposition d'une norme NERC ou NPCC approuvée par la FERC.

3.4 Veuillez préciser qui est sujet à soumettre une « proposition portant sur une norme de fiabilité spécifique au Québec » et dans quelle circonstance le Coordonnateur est sujet à recevoir une telle proposition.

3.5 Veuillez préciser à quelle étape du processus de consultation proposé le Coordonnateur effectue l'évaluation préliminaire de la pertinence et des impacts des normes proposées.

3.5.1 Le cas échéant, veuillez commenter l'ajout d'une étape portant sur l'évaluation préliminaire de la pertinence et de l'impact de chacune des normes déposées pour adoption.

3.5.2 Veuillez commenter la possibilité de déposer les différentes études réalisées aux fins de l'évaluation de la pertinence et de l'impact des normes au moment de leur dépôt pour adoption auprès de la Régie.

MODÈLE DU COORDONNATEUR

4. Référence : Pièce B-0004, p. 3.

Préambule :

« *Le 9 mai 2016, une nouvelle unité de direction a été créée, soit la direction principale – Contrôle des mouvements d'énergie et exploitation du réseau. Cette nouvelle unité de direction comprend l'ancienne direction Contrôle des mouvements d'énergie, la direction Exploitation du réseau, ainsi que la nouvelle direction Normes de fiabilité et conformité réglementaire. L'organigramme d'Hydro-Québec TransÉnergie en date du 14 novembre 2016 est présenté à la pièce HQCMÉ-1, Document 2.*

En application de l'article 85.5 de la Loi sur la Régie de l'énergie (la « Loi »), Hydro-Québec, par sa direction Contrôle des mouvements d'énergie, demande la modification de la désignation du Coordonnateur de la fiabilité (le « Coordonnateur ») au Québec afin que la désignation soit maintenant attribuée à la direction principale – Contrôle des mouvements d'énergie et exploitation du réseau (« DPCMÉER »). » [nous soulignons]

Demandes :

4.1 Veuillez fournir l'organigramme du personnel du Coordonnateur à jour.

4.2 Veuillez expliquer la mission, le rôle et la responsabilité de chacune des directions, unités et sous unités du personnel du Coordonnateur.

4.3 Veuillez fournir la description des qualifications des ressources de chacune des unités et, le cas échéant, des sous unités relevant de la direction Norme de fiabilité et conformité réglementaire.

MODÈLE DE FIABILITÉ AU QUÉBEC

5. Références : (i) Pièce B-0004, p. 4;
(ii) Pièce B-0011, p. 7;
(iii) Pièce B-0011, p. 5;
(iv) Dossier R-4005-2017, pièce B-0034, p. 25 et 26.

Préambule :

(i) « *La direction Contrôle des mouvements d'énergie exerce les fonctions de maintien de la fiabilité du réseau qui lui sont dévolues en vertu des normes de fiabilité adoptées par la Régie et peut, en vertu d'une norme adoptée par la Régie, donner des directives d'exploitation tel que prévu à 85.13 par. 1 de la Loi.* » [nous soulignons]

(ii) « *Ce Code de conduite a pour but de régir les décisions et les actions du personnel de façon à ce que la fiabilité du réseau de transport principal demeure la priorité et de prévenir toute forme de traitement préférentiel par le personnel au profit des autres directions du Transporteur, des entités affiliées du Transporteur et des autres utilisateurs du réseau.* » [nous soulignons]

(iii) « *Il maîtrise les équipements, outils, systèmes et moyens technologiques nécessaires à l'exercice de ses fonctions et il est reconnu par la NERC, le NPCC, ainsi que les coordonnateurs de la fiabilité voisins en tant que coordonnateur de la fiabilité de l'Interconnexion du Québec au sens de la NERC.* » [nous soulignons]

(iv) Selon le Glossaire des termes et des acronymes relatifs aux normes de fiabilité, les définitions de SOL et IROL sont les suivantes :

« ***Limite d'exploitation du réseau (SOL) :***

Valeur (en mégawatts, mégavars, ampères, hertz, volts, etc.) qui satisfait le plus limitatif des critères d'exploitation prescrits pour une configuration donnée de réseau afin d'assurer une exploitation à l'intérieur de critères de fiabilité acceptables. Les limites d'exploitation du réseau sont basées sur certains critères d'exploitation qui comprennent, notamment :

- *Caractéristiques assignées des installations (caractéristiques assignées des installations ou des équipements applicables avant et après une contingence);*
- *Caractéristiques assignées de stabilité transitoire (limites de stabilité applicables avant et après une contingence);*
- *Caractéristiques assignées de stabilité en tension (limites de stabilité applicables avant et après une contingence);*
- *Caractéristiques assignées de tension du réseau (limites de tension applicables avant et après une contingence);*

(System Operating Limit).

Limite d'exploitation pour la fiabilité de l'Interconnexion (IROL) :

Limite d'exploitation du réseau dont le dépassement pourrait entraîner l'instabilité, une séparation non maîtrisée ou des déclenchements en cascade dont l'effet serait néfaste pour la fiabilité du système de production-transport d'électricité.
(Interconnection Reliability Operating Limit). »

Demandes :

5.1 Veuillez définir le niveau de fiabilité attendu par la mise en place au Québec d'un régime de fiabilité obligatoire.

5.2 Veuillez clarifier les différences entre les termes :

5.2.1. Fiabilité du réseau;

5.2.2. Fiabilité du réseau de transport principal;

5.2.3. Fiabilité de l'Interconnexion du Québec.

5.3 Veuillez clarifier les différences entre les termes SOL et IROL et leur pertinence respective dans le contexte du niveau de fiabilité attendu par la mise en place du régime de fiabilité obligatoire au Québec.

CODE DE CONDUITE DU COORDONNATEUR DE LA FIABILITÉ

6. Référence : Dossier R-3771-2011, décision D-2011-132, Annexe 2, p. 1 et 3.

Préambule : Le Code de conduite du Coordonnateur en précise les objets lesquels référent, le cas échéant, aux termes « Personnel », « Traitement confidentiel » et « Utilisateur du réseau » qu'il définit.

« ***1. DÉFINITIONS***

Dans le présent Code de conduite du Coordonnateur de la fiabilité, on entend par :

*«« **Personne**l » : le personnel sous l'autorité du Coordonnateur de la fiabilité ou d'une autre direction du Transporteur effectuant des tâches reliées au rôle du Coordonnateur de la fiabilité. Est également inclus, le personnel remplissant les fonctions de Responsable de l'équilibrage, d'Exploitant du réseau de transport et de Responsable des échanges. Cette définition inclut tant*

les cadres que les employés ainsi que le personnel employé à contrat par le Coordonnateur de la fiabilité ou par une autre direction du Transporteur pour effectuer des tâches reliées au rôle du Coordonnateur de la fiabilité;

*« **Traitement préférentiel** » : traitement accordant un avantage à un Utilisateur du réseau de transport d'électricité au détriment d'un autre en violation du présent Code de conduite;*

*« **Utilisateur du réseau** » : tout utilisateur du réseau de transport d'électricité sous la responsabilité du Coordonnateur de la fiabilité, nommément un producteur, un transporteur, un distributeur, un client raccordé directement à ce réseau de transport d'électricité ou une personne qui utilise un réseau de transport d'électricité en vertu d'une convention de service de transport d'électricité intervenue avec le Transporteur ou avec tout autre transporteur au Québec.*
[…]

3. OBJET

***3.1** Le présent Code de conduite vise à prévenir toute forme de Traitement préférentiel par le Personnel en faveur des autres directions du Transporteur, des Entités affiliées du Transporteur et des autres Utilisateurs du réseau.* »

***3.2** Le présent Code de conduite régit les décisions ou les actions du Personnel de façon à ce qu'en toute circonstance la fiabilité du réseau de transport d'électricité sous la responsabilité du Coordonnateur de la fiabilité demeure la priorité.* » [nous soulignons]

Demandes :

6.1 Veuillez clarifier les rôles du Coordonnateur entendus par le terme « rôle du Coordonnateur » mentionné à la définition de « Personnel » et qui sont autres que les rôles des fonctions de Responsable de l'équilibrage, d'Exploitant du réseau de transport et de Responsable des échanges.

6.2 Veuillez fournir la liste des « autres directions du Transporteur » référées à l'objet 3.1.

6.3 Veuillez concilier le cas échéant la liste produite en 6.2 ci-dessus avec la liste des « autres directions du Transporteur » qui sont référées à la définition du terme « Personnel ».

6.4 Veuillez commenter la pertinence de prévoir à la définition de « Traitement préférentiel » les avantages pouvant être accordés, s'il y en existe, « aux autres directions du Transporteur » référées à la définition de Personnel ainsi qu'à l'objet 3.1.

6.5 Veuillez élaborer sur la portée de l'objet 3.2.

6.5.1 Veuillez préciser la nature des circonstances entendues par le terme « toute circonstance ».

6.5.2 Veuillez préciser le niveau de fiabilité entendu par le terme « la fiabilité du réseau de transport d'électricité ».

6.5.3 Veuillez identifier les installations du réseau de transport d'électricité « sous la responsabilité du Coordonnateur de la fiabilité ».

6.5.4 Veuillez énoncer les responsabilités faisant l'objet du terme « sous la responsabilité du Coordonnateur ».

6.5.5 Veuillez préciser les natures des objets des décisions ou actions du Personnel pouvant constituer un obstacle nécessitant la priorisation attendue par l'usage du terme « priorité ».

ORGANISME RÉGIONAL DE FIABILITÉ POUR LE QUÉBEC

7. Références : (i) Pièce B-0011, p. 5 et 6;
(ii) Dossier R-3625-2007, décision D-2007-95, p. 16 et 17.

Préambule :

(i) Dans sa décision désignant pour la première fois le *Coordonnateur de la fiabilité au Québec*, la Régie s'exprimait en ces termes :

« *En outre, afin d'exercer son rôle, il assume les responsabilités suivantes :*

- *Remplir les fonctions qui lui sont dévolues en vertu de toute norme de fiabilité adoptée par la Régie de l'énergie et donner des directives d'exploitation;*
- *Déposer auprès de la Régie les normes de fiabilité proposées par la NERC, ainsi que toute variante ou autre norme que le Coordonnateur estime nécessaire;*
- *Déposer une évaluation de la pertinence et des impacts des normes déposées;*
- *Déposer auprès de la Régie, pour approbation, un registre désignant les entités visées par les normes de fiabilité adoptées par la Régie.* » [nous soulignons]

(ii) « *Questionné au sujet des normes élaborées par un organisme reconnu en matière de fiabilité, le Transporteur tient à préciser que les processus en place actuellement au NERC et au NPCC sont ouverts à tous et tiennent obligatoirement compte de tous les commentaires reçus par les participants. Ces processus permettent à tout intervenant situé en Amérique du Nord de faire valoir ses préoccupations auprès des experts en fiabilité. Il n'est donc pas requis de mettre en place un processus consultatif au Québec pour ces normes.*

La Régie reconnaît la validité de l'argument avancé par le Transporteur pour les normes élaborées par le NERC ou le NPCC. Toutefois, la Régie partage la préoccupation de ELL/EBMI en ce qui a trait aux normes de fiabilité spécifiques au Québec. Elle estime donc qu'un processus de consultation doit être mis sur pied, afin que toutes les entités susceptibles d'être touchées par les normes de fiabilité obligatoires spécifiques au Québec soient réellement consultées avant le dépôt de ces normes devant la Régie.

À cet égard, la Régie rappelle qu'à sa demande, le Transporteur a déposé les modalités et mécanismes du processus consultatif qu'il suggère de mettre en place pour les normes spécifiques au Québec. Le Transporteur suggère la procédure suivante :

- *le coordonnateur de la fiabilité coordonne le processus de consultation;*
- *le coordonnateur de la fiabilité reçoit les propositions portant sur une norme de fiabilité spécifique au Québec. Ces propositions de normes spécifiques au Québec peuvent provenir du Transporteur ou de tiers; la proposition de norme est transmise par le coordonnateur de la fiabilité aux entités qui seraient visées par son application et à la Régie;*
- *le coordonnateur de la fiabilité organise une présentation de la proposition. Un avis annonçant cette présentation est affiché sur le site Internet de la Régie et sur celui du coordonnateur de la fiabilité;*
- *le coordonnateur de la fiabilité transmet une copie de la proposition pour une nouvelle norme spécifique au Québec au NERC et au NPCC;*
- *les participants doivent fournir au coordonnateur de la fiabilité des commentaires écrits;*
- *le coordonnateur de la fiabilité répond aux commentaires des participants. Il tient des réunions de travail si requis et modifie au besoin la proposition; et*
- *le cas échéant, le coordonnateur de la fiabilité dépose à la Régie la norme pour approbation accompagnée des commentaires reçus, des réponses fournies, des comptes rendus des réunions et de la conclusion du coordonnateur de la fiabilité.*

Le processus de consultation proposé par le Transporteur est adéquat, en ce sens qu'il permettra aux entités de participer activement à l'élaboration des normes de fiabilité qui leur seront applicables et ce, avant même leur dépôt à la Régie. Par la suite, le coordonnateur de la fiabilité devra déposer ces normes à la Régie, pour approbation, ce qui donnera l'opportunité aux entités visées par ces normes de fiabilité de faire valoir, s'il y a lieu, leur point de vue sur celles-ci devant la Régie. La Régie juge qu'un tel processus assurera que l'adoption des normes de fiabilité applicables au Québec se fasse en toute transparence et équité. » [nous soulignons]

Demandes :

7.1 Veuillez présenter, de façon sommaire, le processus suivi présentement par la NERC, le NPCC et le Coordonnateur de la fiabilité pour le développement de norme de fiabilité applicable au Québec (les Normes) ainsi que les comités impliqués dans ce processus (les Comités).

7.1.1 À la connaissance du Coordonnateur, mis à part Hydro-Québec, y a-t-il d'autres entités visées au Québec par les Normes, au sein de chacun de ces Comités?

7.2 Veuillez commenter l'opportunité de créer un groupe permanent de consultation en lien avec l'élaboration des Normes qui soit représentatif de toutes les entités visées au Québec et apte à soumettre, pour ces entités, leurs commentaires et à faire valoir leurs préoccupations auprès des experts en fiabilité.

7.3 Veuillez fournir la liste des normes de fiabilité comportant une disposition particulière à caractère normatif applicable au Québec et ayant fait l'objet d'une proposition à la NERC et au NPCC pour une nouvelle norme spécifique au Québec.